

QUEL EST LE PRIX JUSTE POUR L'ASSAINISSEMENT ?

CENTRE ECOLOGIQUE ALBERT SCHWEIZER (CEAS) / NICOLAS POLASEK ET JEAN-FRANÇOIS HOUMARD

LES GRANDES LIGNES

Le CEAS (en collaboration avec Morija) soutient un projet de mise en place d'un système communal de gestion des déchets depuis plusieurs années à Nobéré au Burkina Faso, en partenariat avec la municipalité. Une recherche participative a été réalisée dans le cadre de deux travaux de master en économétrie (universités de Genève et Ouagadougou), sur les villes de Nobéré et Gourcy pour préciser quel est le prix que les gens sont prêts à payer pour un service de gestion des déchets. Au moment de l'étude, aucune collecte n'existait à Nobéré alors qu'elle existait depuis 2005 à Gourcy. L'étude a également permis de préciser les connaissances des gens sur les déchets, leur niveau de sensibilisation et le lien entre degré de connaissance et volonté de payer pour un service de collecte.

⇒ **Conclusion de l'étude : le prix a un effet important**

Mécanisme : Dans les pays à faible revenu, le secteur public n'est souvent pas en mesure de mettre en œuvre une politique complète de gestion des déchets solides (GDS), laissant ce service aux entreprises privées. Chaque consommateur paie pour le service. Or, cette décision de s'abonner ou non a un impact sur les autres habitants. En effet, une personne qui s'abonne aux services de GDS réduit la quantité totale de déchets déversés dans la ville, ce qui profite également aux autres résidents. Dans ce cas de figure, la demande pour le service est en général inférieure à leur niveau social optimal (les passagers clandestins). Si chaque personne était vraiment consciente de l'effet positif de sa décision sur le bien-être des autres résidents, la quantité demandée par chaque consommateur serait supérieure.

QUELS ENSEIGNEMENTS MAJEURS DE CETTE EXPERIENCE ?

- L'équilibre économique du système de gestion est compliqué à mettre en place dès le départ en raison de l'écart entre ce que les gens veulent ou peuvent payer et le coût réel
- Plus les gens sont sensibilisés à l'impact de la gestion des déchets, plus ils sont prêts à payer
- Milieu (urbain/rural) joue un rôle important dans la détermination du prix
- Les services de gestion des déchets sont élastiques par rapport au prix : une réduction de 1% entraîne une augmentation des abonnements de près de 4% en moyenne.
- La politique la plus efficace pour augmenter l'adhésion aux services serait de réduire le prix. En l'absence de toute possibilité de subventionner les abonnements, la réduction du coût des services est le seul instrument économique de la politique. Le défi consiste à déterminer la limite inférieure de la viabilité de l'entreprise exploitante.
- Conscientiser les acteurs (municipalités, bailleurs) que la sensibilisation peut augmenter l'adhésion au système de collecte, mais n'est pas la solution à ce défi.
- Détermination du revenu moyen dans la commune est difficile car varie fortement selon les mois.
- Les collecteurs sont souvent déjà présents : ce qui a de la valeur est collecté en amont et il reste les éléments les plus difficiles/chers à valoriser.

ENJEUX ACTUELS :

- Inciter les autorités à petit à petit subventionner le service pour augmenter le taux de collecte.
- Tenter l'expérience d'une subvention externe (bailleur) pour faire baisser temporairement le prix de la collecte, pour habituer les citoyens à un cadre de vie propre, puis augmenter petit à petit de nouveau le prix du service
- Optimiser les moyens à disposition pour favoriser un cadre de vie le plus propre possible : cibler des lieux tels que les marchés, les écoles, etc.

CONTACT :

Jean-François Houmard – jf.houmard@ceas.ch

POUR ALLER PLUS LOIN

https://ceas.ch/images/Etudes_scientifiques/190605_nicolas_polasek_thesis.pdf